20230118 Tribune de Lyon
https://tribunedelyon.fr/societe/hebergement-durgence-gregory-doucet-pointe-a-nouveau-les-carences-de-letat/

Hébergement d'urgence : Grégory Doucet pointe à nouveau les « carences de l'État »

Rodolphe Koller - 18 janvier 2023
Après une passe d'armes entre Grégory Doucet et la préfecture du Rhône au sujet de l'hébergement d'urgence, le maire de Lyon estime ce mercredi rester sans solution « de la part de l'État ».

© Tom Augendre

L'année 2023 a commencé comme s'était terminé 2022 : sur le front de l'hébergement d'urgence. En dépit de leurs efforts concertés, la Ville de Lyon, la Métropole et la Préfecture du Rhône ne peuvent qu'acter leur incapacité à offrir un toit à tous ceux qui en ont besoin.

La semaine passée, l'Hôtel de Ville et les services de l'État se sont renvoyés la balle, le premier estimant dépasser ses prérogatives pour pallier les défaillances du second, lequel considère pourtant assumer « *pleinement ses responsabilités dans une logique de collaboration constructive avec les collectivités territoriales, tandis que la municipalité de Lyon préfère suivre son propre agenda politique* ». Ambiance.

« Pas de solution de la part de l'État »

Grégory Doucet est revenu sur cet épisode mercredi 18 janvier, à la veille du premier conseil municipal de l'année, sans renier sa prise de position du week-end précédent. « *Les Lyonnais attendent que leur maire monte au créneau quand il se retrouve face aux carences de l'État*, a-t-il assuré. *Quand on fait le constat qu'aux vacances de Noël, il y a des enfants à la rue, je prends mes responsabilités et j'ouvre le gymnase Chanfray (Lyon 2e). Toutes ces familles auraient dû être hébergées au 3 janvier, au redémarrage de l'école.* »

Lire aussi sur Tribune de Lyon : Hébergement d'urgence à Lyon : « ce sujet ne mérite pas l'affrontement »

Or ce n'est pas le cas, a-t-il déploré, indiquant toutefois qu' « *en principe, il n'y aura plus de famille accompagnée d'ici la fin de la semaine* ». Quant aux personnes hébergées au gymnase Dargent (Lyon 8e) puis Rosset (Lyon 7e), « *il n'y a pas de solution de la part de l'État*, a-t-il regretté, *donc on continue d'assurer leur mise à l'abri* ».